Extraits d'une déclaration de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères, sur la situation en Syrie, à Pékin le 15 septembre 2013.

2013-09-15

Je suis ici dans le cadre d'un programme diplomatique assez intense.

Hier, il y a eu un cadre d'accord à Genève à propos de l'élimination des armes chimiques en Syrie.

Aujourd'hui, je suis venu voir mon homologue chinois pour discuter en particulier de cette question avec lui.

Ce soir, le président de la République intervient pour s'exprimer à la télévision en direction des Français.

Demain matin, je recevrai, au Quai d'Orsay, les ministres des affaires étrangères américain et britannique pour traiter des questions relatives à la Syrie.

Demain soir, à Paris et à midi, heure de New York, sera rendu public le rapport d'inspection sur le massacre chimique du 21 août à Damas.

Le lendemain, c'est-à-dire le mardi, je serai à Moscou pour rencontrer mon collègue russe M. Lavrov.

Cela fait beaucoup de contacts et de déplacements mais l'importance du sujet le justifie. Il faut en effet que, dans les jours qui viennent, un certain nombre de décisions soient prises à propos de l'élimination des armes chimiques en Syrie et, plus généralement, pour essayer de trouver une solution politique au conflit syrien.

La France, bien sûr, a des décisions à prendre puisqu'elle est membre permanent du Conseil des Nations unies, qu'elle aide à trouver une solution. Je note d'ailleurs à cet égard - ce qui est à l'esprit de chacun - que si la France et les États-Unis n'avaient pas eu l'attitude de fermeté qu'elles ont eue, bien évidemment, rien n'aurait bougé.

Revenons donc à ce cadre d'accord de Genève. C'est une avancée importante mais c'est une première étape. C'est une avancée importante parce que ce qui apparaissait impossible quelques jours auparavant maintenant devient possible. En effet, il y a seulement une

semaine, le régime syrien n'admettait pas qu'il soit à la tête d'un arsenal chimique de plus de mille tonnes et qu'il y ait eu un massacre chimique le 21 août. Une semaine plus tard, les choses ont heureusement bougées et il faut s'en féliciter. La Syrie a enfin accepté de détruire son arsenal chimique. Le calendrier prévu est extrêmement précis : une liste doit être publiée dans une semaine ; des inspecteurs doivent arriver avant novembre ; la destruction doit être établie avant la moitié de l'année 2014. Tout cela évidemment est positif.

Bien sûr, cela pose toute une série de questions auquel on a commencé à répondre : Comment s'effectue le contrôle ? Que se passe-t-il s'il y a des manquements ? Qui doit décider ? Quelles sont les ressources à mettre en oeuvre ?

Néanmoins, les bases d'un accord existent. Cet accord devra être traduit dès la semaine prochaine dans une résolution portée aux Nations unies. Vous vous rappelez que la France la première avait déposé un projet de résolution la semaine dernière. Les contacts que j'ai évoqués servent en particulier à préparer cette résolution, notamment ceux de demain dans ce que l'on appelle la formation P3, c'est-à-dire, la France, les États-Unis et le Royaume-Uni. Nous allons discuter du texte possible de cette résolution. Les contacts que j'ai eus ce matin avec mon collègue chinois, ceux que j'aurai après-demain avec mon collègue russe permettent d'avancer dans le même sens.

J'ai dit qu'il ne s'agissait cependant que d'une première étape parce que nous allons avoir demain le rapport des inspecteurs des Nations unies sur le massacre chimique du 21 août et, évidemment, il y aura des conséquences à en tirer. Le secrétaire général des Nations unies, M. Ban Ki-Moon qui est un homme qui mesure ses paroles a dit à propos du contenu de ce rapport qu'il était accablant. Interrogé sur M. Bachar Al-Assad, il a dit qu'il avait commis plusieurs crimes contre l'humanité. Personne ne comprendrait qu'à partir d'un rapport accablant, des conséquences n'en soient pas tirées. C'est donc quelque chose sur quoi il faut réfléchir et réagir.

Ce n'est qu'une première étape parce que l'on va se trouver devant une situation très paradoxale. D'un côté, on aura avancé sur la destruction des armes chimiques, - bravo - mais de l'autre, les morts, chaque jour par centaines continueront à s'accumuler en Syrie. C'est donc à cela aussi qu'il faut maintenant s'attaquer, c'est-à-dire trouver une solution politique à la crise syrienne. Là aussi, la France doit être au rendez-vous. Nous sommes l'un des pays signataires de l'accord que l'on a appelé Genève 1. Il y a des discussions préparatoires pour la rencontre que l'on appelle Genève 2 et, là aussi bien sûr, il faut que la France, membre permanent du Conseil de sécurité, connaissant bien les réalités dans cette partie du monde, mette toute son énergie et son savoir-faire pour trouver une solution.

La solution politique est indispensable mais elle ne peut intervenir que si, d'un côté des représentants du régime, de l'autre, des représentants de l'opposition modérée peuvent se parler. L'objectif de Genève 2 c'est de déboucher sur un gouvernement de transition, par

consentement mutuel, doté de tous les pouvoirs exécutifs. C'est maintenant la tâche qui est devant nous et, bien sûr, il faut à cet égard que l'opposition modérée - j'insiste sur modérée car je ne parle pas des terroristes qui doivent être combattus - doit pouvoir se renforcer.

(...)

Q - Vous semblez vouloir dire que la solution passe par le départ de Bachar Al-Assad. Qu'en pense votre homologue ?

R - Je ne vais pas m'exprimer à la place du ministre des affaires étrangères chinois mais je crois ne pas trahir sa pensée en disant que, bien évidemment, c'est aux Syriens qu'il appartient de prendre la décision qui les concerne.

En ce qui nous concerne, nous savons que M. Bachar Al-Assad, par ses décisions a été à l'origine d'une situation qui a fait déjà plus de 110.000 morts et des millions de personnes déplacées et réfugiées. Ceci conduit à penser qu'il n'y a pas de perspective durable pour M. Bachar Al-Assad. En même temps, il faut trouver une solution politique et c'est à cela que doit servir la conférence dite de Genève 2 à laquelle nous travaillons. Surtout lorsque, de l'aveu même du Secrétaire général des Nations unies, très haute autorité, M. Bachar Al-Assad est l'auteur de plusieurs crimes contre l'humanité.

Q - Finalement, on n'a pas beaucoup entendu la Chine sur ce dossier syrien, on a l'impression qu'elle est toujours derrière la Russie. Avez-vous noté plus qu'une nuance entre les deux ou sont-ils sur la même ligne ?

J'ai été frappé tout à l'heure lorsque vous avez parlé de l'opposition modérée et des terroristes. Même si nous ne sommes pas ici forcément des spécialistes de la question et du dossier, il me semble que cela complique tout n'est-ce pas ?

R - La Russie a sur ce point une situation qui n'est pas exactement la même que la Chine ; la Russie fournit des armes massivement à la Syrie. L'URSS était à l'origine du programme chimique de la Syrie. On a vu tout au long de la période, la Russie prendre fait et cause de façon extrêmement marquante pour le régime.

La Chine n'est pas exactement dans la même situation. Elle a, il est vrai, opposé son veto comme la Russie à toute une série de résolutions qui auraient pu permettre de terminer le conflit mais elle s'appuie surtout sur deux principes. Le premier, c'est que tout doit être réglé par le Conseil de sécurité des Nations unies, par la voie consensus et en faisant droit aux revendications des Syriens. Il est vrai que sur le dossier syrien, elle est moins en pointe que la Russie, même si elle aussi défend ses principes.

Votre seconde question touche un point tout à fait fondamental. Si on lit, notamment dans un grand journal français, ou si l'on écoute les propos de M. Bachar Al-Assad, la situation en

Syrie est la suivante : il y a le régime et ceux qui le soutiennent et ceux qui sont en face sont des terroristes qu'il faut, je cite, «liquider». C'est donc une présentation binaire. Cette présentation qui n'est pas exacte sert les intérêts de chacun de ces deux camps. M. Bachar Al-Assad a beau jeu de dire que si nous ne voulons pas que ce soient les terroristes - entendez Al-Nosra, Al-Qaïda - qui l'emportent, il faut le soutenir à lui.

Et symétriquement, ce que l'on appelle le grand Djihad, ce que j'appelle les extrémistes ou les terroristes ont intérêt à dire qu'ils sont les seuls à s'opposer à M. Bachar Al-Assad ; donc «si vous n'êtes pas d'accord avec lui, venez grossir nos rangs». Mais chacune des deux présentations est fausse. Le corps central de la Syrie est représenté par l'opposition modérée, que l'on appelle la coalition nationale syrienne avec une force armée qui s'appelle l'armée syrienne libre qui groupe des hommes et des femmes d'origine différentes. Les uns sont sunnites, les autres sont chrétiens, d'autres sont kurdes et quelle que soit leur appartenance, la coalition nationale syrienne reconnaît toutes les minorités, aussi bien les alaouites, les chrétiens et les autres. Elle veut une Syrie unie. En même temps, elle respecte les principes du droit et elle a dit depuis longtemps qu'elle ne possédait aucune arme chimique et qu'elle était pour la destruction de ces armes chimiques. C'est cette Coalition nationale syrienne qui est ce que nous appelons l'opposition modérée, soutenue bien sûr par beaucoup de Syriens et en dehors de Syrie, par ce que l'on appelle les Amis de la Syrie qui regroupent plus de 120 pays.

Cette coalition doit se battre sur deux fronts, d'une part contre les troupes de Bachar Al-Assad, son aviation, jusqu'ici ses armes chimiques et toute une série d'exactions, mais elle se bat aussi contre les extrémistes, les terroristes qui ont été inscrits à notre demande sur la liste des organisations terroristes par les Nations unies.

Q - Pensez-vous que l'opposition syrienne détienne également des armes chimiques ? Les inspecteurs de l'ONU sont-ils certains que l'usage présumé des armes chimiques sont l'oeuvre du gouvernement syrien ? Car jusqu'à maintenant, les inspecteurs de l'ONU n'ont pas publié le rapport confirmant cela.

Dans votre projet de résolution, proposez-vous de mettre les armes chimiques de l'opposition syrienne sous le contrôle des Nations unies également ?

R - Nous travaillons à partir des renseignements qui nous sont donnés par les services français. Ces services français, ce sont les mêmes qui, lors de la guerre d'Irak avaient dit qu'il n'y avait pas d'arme de destruction massive en Irak. C'est à partir de leur affirmation que la France avait refusé d'aller faire la guerre d'Irak. Les services avaient raison et la France avait raison. Ce sont ces mêmes services qui nous disent aujourd'hui à 100 % que le régime de Bachar est responsable du massacre chimique du 21 août et que l'opposition, la résistance ne dispose absolument pas d'arme chimique. Nous verrons ce que dira le rapport des inspecteurs puisqu'il sera publié demain mais je veux vous faire remarquer, en souriant

s'il ne s'agissait pas d'une matière aussi dramatique, que certains doivent être à ce point persuadés qu'il y a des armes chimiques dans l'opposition, qu'ils n'ont même pas évoqué ce sujet dans la conférence de Genève.

Je pense qu'au-delà de ce que nous disent nos services, il n'est pas interdit de faire fonctionner son raisonnement. Le régime syrien détient, il en a fait l'aveu lui-même, 1 000 tonnes d'armes chimiques. Il détient les vecteurs pour les envoyer. Il détient la technique pour mêler les gaz que l'on appelle binaires. Il a préparé, par des tirs d'artillerie et des bombardements, le massacre chimique du 21 août. Du gaz sarin identique à celui qu'il possède a été retrouvé le 21 août. Il a ensuite effectué pendant quatre jours un bombardement systématique pour détruire les traces du massacre chimique, puis allumé des incendies pour créer des mouvements d'air qui permettaient d'évacuer les traces chimiques.

De l'autre côté, il n'y a ni arsenal, ni vecteur, ni technique. Enfin j'ajouterai que les 1.500 personnes au minimum qui ont été tuées étaient dans un secteur tenu par les résistants. Quand vous mettez tout cela bout à bout, je pense qu'il n'y a aucun doute.

Q - Just two questions :

What is the importance of a credible threat of force against the Assad regime as this diplomatic push continues?

What do you hope from China and Russia with the coming days discussions and the possible vote at the security council?

R - Sur le deuxième point : qu'est-ce que nous attendons de la Russie et de la Chine dans les jours qui viennent ? De la Russie, qu'elle continue sa démarche. Pendant très longtemps la Russie a nié qu'il y ait un arsenal chimique en Syrie ; la Syrie aussi. Maintenant - tant mieux - il y a reconnaissance de cet arsenal chimique et volonté de le liquider. Eh bien, c'est ce que nous attendons des Russes, puisque le projet d'accord dit qu'il faut aller vers la liquidation des armes chimiques.

Nous attendons des Russes et des autres, bien sûr, que cette liquidation soit effective, qu'elle soit bien contrôlée et qu'il n'y ait pas de retard ou de manoeuvre dilatoire. L'accord qui a été conclu est une avancée importante, il fallait qu'il y ait une première étape et il faut que cette avancée soit concrétisée.

En ce qui concerne la Chine, elle a des positions de principe qui consistent à insister sur le rôle du Conseil de sécurité des Nations unies et qui consiste à dire que les armes chimiques doivent être mises hors-la-loi et que les responsables qui ont eu recours à des armes chimiques doivent être poursuivis. J'espère que ce seront ces principes qui s'appliqueront.

Sur le premier point, je crois que lorsqu'on regarde ce qui s'est passé au cours des derniers jours, l'avancée qui a eu lieu aurait été impossible s'il n'y avait pas eu une menace extrêmement ferme. Sinon comment expliquer que l'on nous disait il y a huit jours : «il n'y a pas d'arsenal chimique, il n'y a pas de massacre chimique et Bachar Al-Assad n'y est pour rien» et que, 8 jours après, deux des trois éléments en tout cas aient changé. C'est parce qu'il y a une pression, ce que j'ai appelé la fermeté réfléchie. Fermeté parce que c'est cela qui est efficace, réfléchie bien sûr, parce qu'il ne faut pas faire n'importe quoi.

Et dans la période qui vient, il faudra contrôler que les dispositions qui sont annoncées sont effectivement respectées. Sinon il faudra que le conseil de sécurité des Nations unies prenne les dispositions nécessaires pour obliger la Syrie à respecter ce à quoi elle s'est engagée.

Q - Suite à l'accord entre la Russie et les États-Unis, la résolution à l'ONU pourrait, devrait se référer au chapitre 7 de la Charte des Nations unies. Ce qui pourrait ouvrir la voie à un recours à la force si jamais le régime syrien ne respectait pas ses engagements. Est-ce un point important pour vous ? Et, suite à votre entretien de ce matin, pensez-vous que la partie chinoise soutient ce possible recours à la force en cas de non-respect par Bachar Al-Assad de la destruction des armes chimiques ?

R - Pour dire les choses simplement, il y a des engagements qui sont pris par la Syrie ; évidemment, si les engagements sont violés et qu'il n'y a aucune sanction, cela veut dire que ce sont des paroles verbales. Il est donc prévu, dans le cadre du chapitre 7, que s'il y a des actes qui ne sont pas conformes avec les engagements pris, le conseil de sécurité devra être saisi. Il n'y aura pas de sanctions automatiques mais il y aura un recours automatique au conseil de sécurité par le chapitre 7. C'est-à-dire si on voulait résumer, c'est une sorte de chapitre 7 conditionnel.

C'est une avancée par rapport à ce que certains défendaient et, en même temps, cela demande une décision des membres du conseil de sécurité. Voilà où nous en sommes.

Je ne vais pas prendre position pour nos amis chinois, nous avons discuté de cela ce matin, et nous verrons dans le cours de la semaine comment rédiger tout cela. Mais je pense que le plus important c'est que nous suivions d'une manière extrêmement précise l'application des engagements pris, et que s'il y a dérive par rapport à ces engagements, il y ait immédiatement réaction. Et c'est cela qui est dans l'accord qui a été conclu.

Q - Il y a 15 jours, on pouvait avoir l'impression que la France était isolée dans la fermeté à l'égard du régime syrien. Peut-on dire aujourd'hui que ce n'est plus le cas, que la France n'est plus isolée, et qu'elle a au contraire un rôle moteur ?

R - Je pense, en tout cas, que la fermeté a payé parce que le projet d'accord de Genève qui liquide les armes chimiques aurait été absolument impossible s'il n'y avait pas eu la fermeté

française et américaine. Il y a encore huit jours, ni la Russie ni la Syrie ne reconnaissaient qu'il y avait un arsenal chimique. C'est donc une évidence : la fermeté a été positive.

Maintenant, on n'est pas au bout de nos peines. C'est une avancée importante mais c'est une première étape, parce qu'il va falloir mettre au point dans les détails cet accord, le faire accepter par le conseil de sécurité des Nations unies, veiller à ce qu'il soit appliqué. Et puis, il va falloir tirer les leçons du rapport que les inspecteurs de l'ONU vont présenter lundi sur le massacre chimique du 21 août. Et puis, il va falloir aller vers un accord politique pour faire cesser, si on le peut, les combats en Syrie.

C'est donc une première avancée, obtenue par la fermeté, de la France notamment par les discussions aussi entre les Russes et les Américains, mais il y a encore beaucoup d'étapes. C'est la tâche de la diplomatie d'essayer de mener à bien tout cela.

Q - Vous parlez de fermeté réfléchie, bien meilleure que fermeté brutale, c'est cela que vous voulez dire ?

R - Non, je ne cherche pas de jeux de mots, j'essaie de décrire ce qui a été notre position dès le début. Notre objectif, par rapport à ce qui s'est passé, le massacre chimique du 21 août, et l'utilisation des armes chimiques, c'était sanction et dissuasion. Qu'est-ce que cela veut dire ? Il y a eu un massacre il faut évidemment qu'il y ait une sanction.

Mais, si on veut dissuader pour éviter que cela recommence et que d'autres fassent la même chose, il faut supprimer les armes chimiques. C'est ce qui est en voie d'être obtenu. Cela aurait été évidemment impossible à obtenir s'il n'y avait pas eu «le bâton, la carotte». L'accord, Nous sommes totalement partisans de l'accord, mais s'il n'y avait pas eu cette fermeté, on en serait resté à ce qui était il y a quinze jours, c'est-à-dire «non il n'y a pas d'armes chimiques ; non M. Bachar Al-Assad n'y est pour rien». Depuis, M. Ban Ki-moon a dit : «il a commis plusieurs crimes contre l'humanité» ; et il y a eu cette fermeté que nous avons adoptée. Maintenant on passe à un stade diplomatique tout en restant vigilant.

Q - C'est côté russe, il y a eu une avancée côté chinois ?

R - Oui, du côté russe, bien sûr, puisqu'ils ont reconnu des choses qu'auparavant ils ne reconnaissaient pas et puis ils ont joué un rôle important pour essayer de trouver une solution.

Les Chinois ne sont pas en première ligne dans tout cela. Ils ont une attitude de principe que l'on connaît mais c'est une des raisons pour lesquelles c'est important que je sois ici à Pékin. La Chine est une puissance qui compte énormément et compte tenu des liens d'amitiés entre la Chine et la France il faut parler avec eux.

Q - Une frappe française est-elle totalement exclue ou cela reste-t-il dans la boîte à outils ?

R - Les différents outils, pour reprendre votre expression, sont sur la table mais là on entre dans une phase nettement plus diplomatique, tant mieux. Simplement cette phase diplomatique aurait été totalement impossible s'il n'y avait pas la fermeté. Je pense que tout le monde de bonne foi doit le reconnaître.

Q - Chapitre 7, cela veut dire recours éventuel un jour à la force. Alors, là, vous venez de nous expliquer que les Chinois semblent accepter une version chapitre 7 que vous appelez chapitre 7 conditionnel.

R - Non, je ne veux pas m'exprimer à la place des Chinois qui le font très bien et qui diront ce qu'ils veulent dire. Mais, dans le projet d'accord de Genève, qui est une avancée importante, il y a, c'est une évidence, un certain nombre d'engagements qui doivent être pris par la Syrie. Il faut que ces engagements soient tenus. Qu'est-ce qui se passe s'ils ne sont pas tenus ? La question doit être abordée, elle a été abordée par M. Kerry et M. Lavrov et la proposition qui est faite c'est de dire : alors on va devenir des grands spécialistes maintenant de la charte des Nations unies ; cela veut dire que l'on étudiera ce qu'il faut faire dans le cadre du chapitre 7 des Nations unies mais il n'y aura pas de sanctions automatiques, il faudra qu'il y ait un vote pour décider quelles sanctions. Et le fait qu'on se trouve dans le chapitre 7 est un pas en avant important.

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 17 septembre 2013

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/189015-laurent-fabius-15092013-situation-en-syrie